

# La Presse

 . La Presse. 1837-12-12.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



Paris, 11 décembre.  
Lettres parlementaires.  
II.

11 décembre 1837.

Monsieur,

Les esprits observateurs ont remarqué, à l'approche de la session de 1838, un symptôme assez nouveau dans nos fastes parlementaires, c'est que la législature s'assemble sous des auspices plus calmes, plus sérieux que jamais. La réunion des députés, surtout après des élections générales, s'opérait habituellement d'une façon plus bruyante, plus inquiète; on ressentait d'ordinaire, dans le mois qui précédait la séance d'ouverture, des influences, plus ou moins vives, qui semblaient d'avance agiter toutes les questions, ébranler toutes les existences. C'est ce qu'on appelait, dans la langue de la politique courante, le vent de la session. La chambre, qui s'entrouvre déjà, n'a pas soufflé ce vent périodique sur les affaires et sur les situations actuelles. Ce n'est pas que les journaux n'aient cherché à suppléer, sous ce rapport, à la réserve des députés. On les voit ardens à soulever tous les sujets de collision, à exciter les ambitions et les amours-propres plus irritables peut-être! Mais les journaux ne font que donner, dans cette circonstance, comme aux élections dernières, une nouvelle preuve d'impuissance. Leur action est nulle sur la chambre comme elle l'a été sur les collèges. Ils n'ont pas encore réussi à substituer le gouvernement capricieux des lecteurs au gouvernement légal des électeurs.

Si nous sommes bien informés, le zèle de ces journaux embarrassé même les hommes politiques qu'ils prétendent servir. Plus d'un proteste contre un empiètement indiscret. Tel ancien ministre s'étonne, par exemple, et s'effraie peut-être, de voir qu'après les éloges du *Constitutionnel* et les caresses du *Temps*, il en est à recueillir déjà les compliments du *Sicéto* et les encouragements du *Courrier français*. Il reconnaît, à ces signes, le danger de la situation qu'il s'est faite, et la rapidité de la pente où il s'est laissé entraîner. Il mesure d'avance les sacrifices qu'on attend de lui, et, quand il rejette les yeux sur son passé, il ne peut envisager qu'avec effroi l'avenir qu'on lui prépare. Historien des révolutions, ne savait-il pas d'avance qu'un parti ne met un homme à sa tête qu'à condition de le pousser jusqu'à son but, et ce but recule toujours, car le triomphe excite autant un parti que la résistance. Sa condition est de combattre incessamment et de vaincre toujours, jusqu'à ce qu'il soit vaincu. L'esprit de parti ne s'arrête pas plus que l'esprit de conquêtes. Aussi, tout homme d'état qui a possédé un moment le pouvoir doit avoir appris qu'il n'a plus la liberté de faire de l'opposition, parce qu'il ne pourra pas faire une opposition limitée au point où il voudrait qu'elle le fût. Son passé même importune trop les nouveaux amis qu'il se donne, pour que ceux-ci ne cherchent pas à le compromettre autant que possible. Il a tant à racheter, à leurs yeux! On veut des gages, et il faut les donner tous, un à un, jusqu'au dernier. En vain on essaie de se faire illusion à soi-même, en inventant des nuances, des demi-nuances, des tiers d'opposition; plus nous avançons dans les vraies théories représentatives, plus nous reconnaissons qu'il n'y a pas de milieu pour un homme politique, entre le pouvoir et l'opposition. Les fictions qu'on imagine en dehors de la majorité et de la minorité ne trompent plus personne; et sont des mensonges transparents, qui laissent voir un ministériel ou un opposant; encore une fois, vous n'avez que des boules blanches ou noires: vous ne serez un parti qu'avec des boules grises.

Voilà la vérité, pour ce qui touche aux principes et aux votes. Me direz-vous maintenant, avec la naïveté du *Sicéto* de ce matin, qu'il ne s'agit que d'ambitions privées et de portefeuilles à enlever? « Le statu quo des personnes est impossible! » a dit le *Sicéto*; remercions-le de sa franchise. Mais alors, il s'agit donc de diviser la majorité, de dissoudre un ensemble formé si laborieusement et avec tant de peines depuis six ans; de démentir toute la politique passée; de dénouer des hommes et des idées qui formaient enfin, après tant d'épreuves et d'efforts, un système et une majorité, les plus solides garanties de la paix publique et de tous les intérêts qui se développent sous sa protection? Au lieu de resserrer le faisceau que vos mains peut-être ont contribué à former, c'est donc par vos mains qu'il sera

dissout? Vous jouez donc toutes les questions de gouvernement contre une question de personnes? Non, nous ne le croyons pas, nous ne voulons pas le croire; car ce serait un attentat contre vous-même. Nous croyons que vous sentez bien qu'un gouvernement, à peine âgé de sept ans, n'est pas encore en état de supporter de telles épreuves; qu'un homme d'état ne gagne rien, pour son avenir, à désavouer son passé; que ce n'est pas aux maires qui ont aidé à construire, qu'il sied d'aider la destruction; et qu'aujourd'hui plus que jamais, les esprits dévoués à nos institutions, doivent se rapprocher et se concerter pour rallier, plus forte et plus compacte, cette majorité constitutionnelle, qu'on ne saurait disjoindre et entamer, sans entamer avec elle l'ensemble des résultats obtenus durant ces six années. Oui, vous savez tout cela! oui, vous le rappellerez à des amis imprudents qui l'oublient! oui, vous démentirez hautement des excitations qui vous outragent. Les véritables hommes d'état, M. Thiers comme M. Guizot, savent qu'il appartient à l'état. L'état doit les trouver toujours fidèles à ses vrais intérêts.

Au reste, le calme qui précède la session s'étend insensiblement sur tout le monde. Bien loin de s'annoncer sous des auspices téméraires et de faire appel à des innovations d'hommes et de choses, nous voyons la chambre se préparer à saisir, de l'héritage du passé, toutes les traditions qui peuvent le mieux prémunir l'opinion publique contre la peur des aventures. Un symbole tout naturel s'offre à la législature nouvelle pour exprimer ses intentions, le choix d'un président, et déjà le nom de M. Dupin est dans toutes les bouches; députés nouveaux ou anciens votent d'avance pour lui: cela va comme sans dire. Je sais, Monsieur, quelles objections le journal la *Presse* a souvent opposées, et avec quelque raison, aux allures variables de M. Dupin, et à ses habitudes de taquinerie souvent inopportunes. Mais vous avez toujours rendu justice à son talent et à son caractère. M. Dupin est, à peu près, pour la monarchie de juillet, ce qu'était M. de Châteaubriand pour la restauration: toujours dévoué, souvent incommode. Seulement, comme il a devant lui cet exemple, il en profitera sans doute, et ne s'exposera pas à regretter, comme M. de Châteaubriand peut-être, d'avoir aidé à la ruine de ce qu'il voulait sauver. La nomination de M. Dupin sera une transition toute simple entre deux législatures qu'on voulait opposer l'une à l'autre, et qui sembleraient se rapprocher déjà par ce choix. A peine aussi parle-t-on d'apporter quelque changement au bureau de la chambre. Les mêmes noms se présentent, en grande partie, avec faveur. Ce n'est pas beaucoup pour les mêmes choses; et il faut le dire, parce que la saine politique et la vraie philosophie nous l'enseignent, les mêmes choses sont, dans tous les ordres d'idées, les meilleures garanties pour d'heureuses modifications; car on ne perfectionne qu'en conservant: rien ne se fait *a priori*; on ne recommande rien de bon, sur table rase: le monde va par amendements. Il ne faut pas regarder comme des esprits rétrogrades ou stationnaires les esprits qui tiennent à des traditions. C'est qu'ils veulent des réformes sages et sûres; c'est qu'ils sont véritablement amis du progrès, et le progrès ne s'obtient qu'en ne retournant pas en arrière du point de départ actuel. C'est donc un symptôme heureux que la prédisposition de la chambre à partir du point où on est arrivé, sans revenir sur les pas déjà faits. Une législature nouvelle doit en tenir plus à répondre à la première session qu'à la seconde, contre les innovations qu'on lui présente; car son danger, c'est surtout de se laisser surprendre, et il ne manque pas d'ambitions qui s'y préparent. Adopter ce qui est, c'est donc l'acte le plus sage qu'elle puisse faire en commençant; et c'est le plus sûr moyen d'arriver ensuite à préparer ce qui sera.

Depuis que les dispositions de la chambre commencent à se faire connaître, il est curieux d'observer l'embarras des écrivains qui avaient exploité avec le plus d'ardeur le mot de centre gauche, les idées de centre gauche, les places du centre gauche. C'est le *Temps* qui se raille aujourd'hui avec le plus d'abandon de cette manie de centre gauche, dont il s'était montré plus possédé que personne, après les élections. Il compare les députés qui veulent tous se placer au centre gauche à cette douzième qui commandait la construction d'un château, dont les quatre faces regardaient le midi: Qu'on n'oublie pas d'ailleurs qu'il n'y aura un centre gauche qu'à condition

qu'il y ait une gauche, dont il se sépare; un centre auquel il touche; un centre droit dont il se rapproche; et une droite dont il se tienne éloigné. Autrement, le nom du centre gauche disparaîtrait avec les conditions qui le font tel. Rassurons-nous: il y aura encore une gauche, fortifiée, ou affaiblie de quelques éloquencés compromettantes qui aideront à la majorité; il y aura un centre, composé d'hommes qui savent se tenir également à l'abri de toutes les influences de partis; il y aura un centre droit, parce qu'il y a des consciences qui croient que le pouvoir a plutôt besoin de secours aujourd'hui que la liberté, et qu'il faut, avant tout, envisager les questions sous ce point de vue; il y aura une droite, parce qu'il y a eu aussi des jacobins pendant plus de soixante ans en Angleterre. Le centre gauche ne sera donc pas tout seul, ce qui l'embarrasserait assez lui-même, puisqu'il y perdrait son nom.

Et si nous imitions, un moment, la divination statistique des journaux; si nous nous risquions aussi à poser des chiffres, comme tant d'autres l'ont fait au gré de leurs desirs ou de leurs passions, nous dirions, nous, en consultant que la nature des choses, qu'un ministère qui réunit à la fois, dans son sein, un des membres considérables du 22 février et le président du 6 septembre, offrant une sorte de rendez-vous au centre gauche qui appuyait le premier cabinet, au centre droit qui soutenait le second, peut prétendre à obtenir une majorité coalisée qui se composerait, dans une chambre où siègent habituellement trois cent quarante membres, de deux cent quarante voix, dont quatre-vingts appartenant au centre pur, quatre-vingts au centre gauche, quatre-vingts au centre droit: c'est là l'expression de la situation actuelle; c'est là le symbole vrai de la nature des choses; c'est aussi le caractère du cabinet du 15 avril. Mais laissons ces calculs hypothétiques. Le contrôle ne s'en fera pas attendre long-temps.

Jetons les yeux au dehors même du pays, et nous reconnaitrons que cette combinaison des deux centres, qui se formule chez nous en votes parlementaires, est en réalité l'expression des idées et des situations des états de l'Europe en général. Il s'est opéré depuis 1830, dans tous les pays, un mouvement d'opinion, à la suite duquel nous voyons les peuples, même les plus révolutionnés, se rapprocher des idées qu'on attache au mot de centre gauche, et les gouvernements, même les plus absolus, accepter les principes modérés qu'on attribue au centre droit. Et c'est là une situation vraie pour les gouvernements et pour les peuples; chacun est dans son rôle. Ainsi, voyez combien la tentative du roi de Hanovre a été, et inquiète les gouvernements d'Allemagne et M. de Metternich lui-même. Remarquez, d'un autre côté, quelle faveur obtient le langage de la modération, reparaissant au sein des cortès espagnoles. Le roi Guillaume est en échec depuis cinq ans, et recule devant l'accomplissement des mauvais vœux. La Russie, qui repousse les principes de la liberté, recherche les moyens de civilisation, qui en sont les conséquences. Aussi, peu nous importe qu'elle commence par les effets ou par les causes; la force des choses sait se faire obéir, en remontant comme en descendant. Tel est le caractère de l'époquée, et ce n'est pas de la France; de la France qui a donné l'impulsion, qu'on peut craindre une atteinte quelconque à cette vaste conciliation d'idées et d'intérêts qui constitue, en réalité, l'esprit du dix-neuvième siècle. Une législature, destinée à consolider les œuvres politiques de notre révolution, en leur donnant les développements sociaux qu'ils contiennent en germe, ne peut que se consacrer à la poursuite de ces pensées généreuses; c'est le moyen, pour elle, de se tenir d'avance bien au-dessus des petites passions et des petites personnalités dont on voudrait l'occuper.

C'est à ce point de vue que je me placerai moi-même, Monsieur, pour vous communiquer successivement quelques observations sur les travaux de la session prochaine, et sur les digressions que les partis pourraient chercher à introduire dans des délibérations sérieuses. Alger, l'Orient, l'Espagne, Haïti, la réduction du 5 p. 100, de grands travaux publics, des améliorations morales dans le régime des condamnés; et des aliénés: voilà des questions dignes d'un examen approfondi; l'amnistie, les lois de septembre, la réforme électorale, voilà des sujets d'amplifications qu'on peut réduire facilement à des proportions modestes. Au reste, d'ici à ma prochaine lettre, le discours du trône aura fourni à tous un programme positif qui tracera aux discus-

FEUILLETON DE LA PRESSE.

COURRIER DE LA PROVINCE.

Les fêtes de décembre.

Les neuf colonnes du dernier *Courrier de la province* n'ont point encore conté toutes les fêtes du mois de décembre. Il reste à parler du jour des *Innocents* (28 décembre), pendant lequel, dans certaines villes des départements, on donne aux petites filles des vêtements monastiques, et on leur fait rendre, costumées de la sorte, des visites à toutes les personnes de leur connaissance. Cet usage, aujourd'hui tombé presque tout-à-fait en désuétude, jouit d'une grande faveur, jusqu'à la suppression des couvents de femmes. C'était, alors, dans les différentes communautés religieuses que l'on promenait les petites filles: l'abbesse venait les recevoir en cérémonie, et les sœurs s'emparaient d'elles pour leur donner des bonbons, s'amuser de leur babillage, et tâcher de les faire passer sur la *Pierre de vocation*. On appelait de ce nom une grande dalle de marbre blanc qui se trouvait, soit dans le chœur, soit dans le réfectoire de chaque couvent de femmes: suivant une tradition superstitieuse, lorsqu'une jeune fille marchait, sans y songer, sur cette pierre, il était certain que la vocation religieuse s'éveillerait bientôt en elle, et qu'elle prendrait infailliblement le voile. Mlle Dunoyer, dans ses *Lettres Galantes*, parle de ce préjugé, et raconte qu'une jeune fille, amenée par sa mère dans le cloître des carmélites d'une ville de la Touraine, passa, par inadvertance, sur la *Pierre de vocation*. Aussitôt, les nonnes s'écrièrent qu'elle prendrait le voile, et l'engagèrent à ne point lutter contre une vocation infaillible, et à revêtir sur l'heure les habits de novice. La jeune fille rit beaucoup des conseils des religieuses, et les assura qu'elle ne se sentait pas le moins du monde l'envie de passer ses jours dans un couvent. — Loin de là, dit-elle, je pars aujourd'hui pour Paris, afin de remplir, près de sa majesté la reine Henriette d'Angleterre, à la cour du grand roi Louis XIV, les fonctions de dame d'honneur.... Et cependant elle prit le voile, cependant elle passa dans un cloître, et dans un cloître de carmélites, de longues années, car cette jeune fille se nommait Louise de Lavalrière!

La fête des *Innocents* n'est qu'une imitation décente et paisible des anciennes fêtes des fous, des ânes ou des cornards, qu'un esprit de religion mieux éclairé a fait disparaître, vers la fin du seizième siècle, des villes où elles se célébraient.

Ainsi, par exemple, à Sens, le jour de Noël, on représentait en action la naissance de Jésus-Christ: les personnages qui jouèrent un rôle actif dans la nativité du Christ y paraissaient tous: saint Joseph avec son rabot, les mages avec leurs étoiles, les bergers avec leurs houlettes; les animaux même, le bœuf et l'âne n'étaient pas omis. On écrivait un *évangile*, ou, dans quelques églises, un *pape* des fous. Les prêtres, barbouillés de lie, masqués de la manière la plus folle et la plus ridicule, dansaient en entrant dans le chœur, et y chantaient des chansons obscènes; les diacres et les sous-diacres mangeaient des boudins et des saucisses sur l'autel, devant le prêtre officiant; ils jouaient sous ses yeux aux cartes et aux dés, et mettaient dans l'encensoir des morceaux de vieilles savates. On les traînait ensuite tous par les rues, dans des tombereaux pleins d'immondices, où ils prenaient des postures lascives et faisaient des gestes impudiques. Plusieurs monuments rappellent encore des farces si dégoûtantes; on voit des crèches de stalles sur lesquelles des moines sont représentés avec une marotte et des oreilles d'âne. On chantait, durant ces folies, une *prose* latine en l'honneur de l'âne qui se trouvait dans la crèche; au moment de la naissance du Sauveur.

A Châlons-sur-Marne, la fête des fous se célébrait le jour de la St-Etienne, le 26 décembre. On dressait, la veille, un théâtre devant le grand portail de la cathédrale; le lendemain, on préparait un festin sur ce théâtre, aux frais du chapitre. Lorsque tout se trouvait disposé, on allait en procession, vers deux heures de l'après-midi, à la maison de la maîtrise des fous, pour y prendre l'évêque que l'on trouvait monté sur un âne; on le conduisait, au son de toutes sortes d'instruments et au bruit des cloches, jusqu'au théâtre élevé la veille; là, l'évêque descendait de son palefroi à longues oreilles qui était paré de magnifiques harnachements. Revêtu d'une robe de chambre, la croix pectorale, les gants et la crosse à la main, l'évêque montait ensuite sur le théâtre, s'asseyait à table avec ses officiers, et tous mangeaient et buvaient solennellement. C'étaient d'ordinaire les chanoines les plus qualifiés qui composaient la maison des fous; ensuite, les chapelains, les chantes et les bas officiers, se divisaient en trois bandes: la première restait autour de l'église et aux environs du théâtre, comme pour y servir de sentinelles; la seconde entraînait dans l'église même, y chantait certains

mots latins vides de sens, et faisait des grimaces et des contorsions; la troisième parcourait le cloître et les rues. Après cela, on allait dire les vêpres avec beaucoup de précipitation, et lorsqu'elles étaient finies, deux chœurs, accompagnés du maître de musique battant la mesure, brailaient un motet burlesque.

En sortant du chœur, on faisait une cavalcade devant l'église et à l'entour; ensuite, on parcourait les rues adjacentes, avec des hautbois, des flûtes, des harpes, des flageolets, des basses, des tambours, des fifres et d'autres instruments de nature à faire beaucoup de bruit. Après s'être promené dans le cloître et dans les environs, le cortège allait par toute la ville, ayant en tête une troupe d'enfants qui portaient des flambeaux, des encensoirs et des fallots. Arrivé au marché, on jouait à la paume; après le jeu recommençait la danse et les cavalcades. Au retour, une partie du peuple suivait les chanoines, et une autre, réunie devant l'église avec des chaudrons et des marmites, frappait ces divers ustensiles de métal l'un contre l'autre, et faisait un charivari effroyable en poussant de longs hurlements. Pendant cette symphonie burlesque, on sonnait toutes les cloches, et le clergé s'habillait d'une manière grotesque et bouffonne.

La *Fête des Fous* fut supprimée en 1833, et la *Fête des Innocents* ne compte plus de sectateurs que parmi de rares familles restées fidèles aux antiques traditions; car chaque jour les plaisirs et les fêtes disparaissent de plus en plus de la province. La province prend une attitude sérieuse ou plutôt ennuyée: d'heureuse bourgeoisie qu'elle était, elle veut se faire grande dame, sans songer qu'elle n'est point assez riche, et que l'habitude des belles manières lui manque. Ambitieuse et jalouse, elle préfère se condamner à la solitude et à l'isolement plutôt que de ne point s'amuser, comme elle dit, « dans le grand genre ».

Jadis, dès les premiers jours du mois de décembre, commençaient dans la plupart des villes du nord de la France les bals d'hiver par souscription. Une carte de couleur imprimée, rose pour les dames, bleue ou rouge pour les cavaliers, annonçait que la première de ces réunions aurait lieu le 28 novembre, jour de la Sainte-Catherine. Malgré tous les efforts des commissaires chargés de diriger ces fêtes, le premier bal ne comptait jamais qu'un petit nombre de danseurs: d'abord, parce que c'était le premier; ensuite, parce que, disaient les mères, il ne faut pas qu'une jeune personne montre trop d'empressement pour les plaisirs; cet empressement pourrait lui nuire dans l'opinion des jeunes gens à marier et les empêcher de fixer leur choix sur elle. Car, il faut en



siens un cercle bien défini. Il y a tant de choses à faire dans la session prochaine, qu'on peut croire qu'elle sera peu favorable à ceux qui auraient trop de choses à dire.

Agréer, etc., etc., etc.

Il est impossible de se moquer plus agréablement du centre gauche que ne le fait aujourd'hui le *Temps*, journal des progrès et du centre gauche :

« Le centre gauche est la dernière mode politique. On s'appelle centre gauche, on parle centre gauche, on se loge centre gauche ; les députés qui ne peuvent encore venir à Paris écrivent avant l'ouverture de la session, uniquement pour faire marquer leur place sur les bancs du centre gauche. La questure est aux abois : de tous les côtés on l'accable de demandes de places centre gauche ; il n'y en a plus, et l'on en demande encore et toujours. Ces jours derniers, la questure a tenu conseil avec l'architecte de la chambre pour aviser aux moyens d'avoir une salle qui serait tout entière en centre gauche. Malheureusement cela n'est pas plus facile que de construire, comme le commandait certaine douairière, un château dont les quatre faces seraient à l'exposition du midi. L'artiste est en train de rêver un nouvel ordre d'architecture, l'ordre centre gauche. »

« Par une singulière anomalie, quand tout le monde a la prétention d'être centre gauche, on veut exclure de ce parti ceux qui lui appartiennent depuis sept ans. Le Commerce nous trouve bien hardis de nous dire centre gauche. Il est vrai que M. Mauguin voudrait déplacer toute la chambre : il pousse M. Odilon Barrot dans le ministère ; d'où il suit que le centre gauche serait poussé dans le centre droit, et ainsi de suite. »

## Chronique.

A quatre heures du matin, M. le duc d'Orléans et M. le duc de Nemours sont arrivés aux Tuileries. Ils ont été reçus, à la descente du bateau à vapeur, par MM. le général Rungis, le général Marbot et le préfet de police.

— Aujourd'hui, M. le maréchal Gérard a eu l'honneur d'être reçu par le roi.

— M. le duc de Nemours, qui se porte aussi bien que son état le permet, n'a encore reçu que M. le président du conseil et M. le ministre de l'intérieur, bien qu'une foule de personnes se soient empressées de se présenter pour complimenter le prince.

— On annonce que le lieutenant-général Trézel est rappelé en France. On le croit destiné à prendre le commandement d'une division militaire dans les départements. On ne nomme pas encore l'officier-général auquel serait confié le commandement de Bone. M. le maréchal-de-camp Rulhière serait appelé au commandement de Constantine, et M. le général Négrier deviendrait chef d'état-major du corps d'armée d'Afrique.

— On lit dans la *Garde nationale* de Marseille : « Les lettres de Tunis du 21 novembre confirment la nouvelle que nous avons donnée du rétablissement de la bonne intelligence entre le gouvernement du bey et le consul de France. Le bey ayant offert les réparations qu'il plairait au consul d'exiger, celui-ci s'est contenté de demander que le sous-officier qui avait méconnu le droit du pavillon fût envoyé aux galères. Ce qui a été exécuté. »

— Le général Cordova et le comte de Toreno sont arrivés à Madrid.

— On ne parle à Bayonne que de la découverte faite à Bordeaux d'un complot carlo-légitimiste. Les correspondances compromettent, dit-on, beaucoup d'Espagnols résidant à Bayonne, où ils se disaient réfugiés, cherchant à échapper aux persécutions des carlistes.

— Le bruit court, mais sans aucune authenticité, qu'Espartero, laissant le commandement de l'armée au général Latre, serait parti brusquement pour Madrid. Des émigrations ont eu lieu de Vittoria. La plupart des fugitifs étaient compromis dans les massacres qui ont ensanglanté cette ville.

— D'après ce qu'on nous écrit de Londres, le bill de la liste civile a dû être présenté aujourd'hui lundi à la chambre des communes. On s'attendait à ce qu'il fût voté sans opposition et immédiatement. Ce sera le terme des travaux du parlement avant la Noël.

— Le gouvernement prussien persiste dans les mesures de rigueur adoptées à l'égard de l'archevêque de Cologne. Toute communication a dû cesser pour avoir accès auprès de lui. Sa correspondance doit être soumise à son visa, mais l'archevêque a refusé d'obtempérer à cet ordre.

**VOYAGE DE M. LE DUC DE NEMOURS.**—La reine, accompagnée de M. le duc d'Aumale et de Mme la princesse Clémentine, est revenue hier soir aux Tuileries à sept heures. S. M. comptait aller jusqu'à Rouen et y trouver M. le duc de Nemours. Mais un courrier qui précédait la voiture de la reine, arrivé à Vernon à deux heures, ayant signalé un bateau à vapeur à quelque distance du pont de la ville, on sut bientôt que ce bâtiment avait à son bord le jeune prince et sa suite.

En effet, quelques instants après, M. le duc de Nemours s'arrêtait à Vernon. Informé que son auguste mère venait à sa rencontre, le prince s'empressa d'expédier auprès de S. M. un de ses officiers d'ordonnance, qui rejoignit la reine à quelques lieues de Mantes. S. M. continuant sa

route, arriva à Vernon vers quatre heures du matin, et descendit sur le rivage où était amarré le bâtiment.

M. le duc de Nemours s'était levé ; il était en uniforme d'officier-général, le bras étendu horizontalement sur l'appareil de la fracture et soutenu sur un levier appuyé à la hanche. Qu'on juge de l'émotion de S. M. à ce spectacle ! Le prince accourut et se précipita entre les bras de sa mère. Ensuite S. M. étant entrée dans la cabine qui servait de chambre à coucher au jeune prince, y demeura quelques instants.

M. le duc de Nemours voulut accompagner la reine à l'hôtel du Cheval-Blanc, où les équipages de S. M. avaient été conduits, et il y resta jusqu'à neuf heures.

La reine et LL. AA. RR. sont ensuite retournés au bateau à vapeur, où M. le duc de Nemours s'était rendu de son côté en voiture, non sans avoir souffert de ce nouvel essai d'un moyen de transport que son état ne permet pas encore. Quelques instants après, la berline de M. le duc d'Orléans a paru sur le pont de Vernon. Le prince arrivait de Rouen, où il s'était rendu par la route dite *d'en haut*, sans qu'aucun incident eût interrompu son voyage.

A Rouen, S. A. R. avait appris le départ de son frère, et elle était revenue sur ses pas assez vite pour rejoindre le bâtiment, au moment où il allait continuer sa course. La reine, ayant envoyé ses équipages à Poissy, est restée à bord pendant tout le trajet de Vernon jusqu'à cette ville, où elle s'est enfin séparée de M. le duc de Nemours pour continuer par terre sa route vers Paris. M. le duc d'Orléans a voulu passer la nuit avec son jeune frère.

M. le général Baragney-d'Hilliers a répondu à la lettre du général baron de Fleury, que nous avons publiée hier :

« Paris, 11 décembre 1857. »

« Général, en répondant aux imputations calomnieuses répandues dans les journaux contre la mémoire du général de Damrémont, mon intention n'a point été d'attaquer la réputation de ses camarades ; j'ai seulement voulu bien constater qu'en aucune circonstance, que dans aucun conseil, assemblée ni réunion, que jamais, enfin, le général de Damrémont n'avait émis la pensée d'une retraite, ce que votre lettre confirme entièrement. »

« Veuillez agréer, général, l'assurance de ma considération la plus distinguée. »

« Le général BARAGNEY-D'HILLIERS. »

Dans la séance de la chambre des députés du 2 décembre, M. Martinez de la Rosa, à l'occasion du projet d'adresse à la reine, s'est ainsi exprimé sur le traité de la quadruple alliance :

« Au printemps de l'année 1856, l'Angleterre proposa à la France une coopération plus efficace ; le cabinet français ne la jugea pas opportune : un de ses membres prétendit que la coopération serait avantageuse ; c'est une justice qu'on ne saurait lui refuser. »

« Les changements politiques survenus en Espagne ont dû nécessairement influer sur le système de l'un et de l'autre cabinet, et c'est aussi ce qui est arrivé lors de la crise politique du mois de mai. M. Lauriz étant entré au ministère essaya d'obtenir la coopération de la France, en se fondant sur le traité de la quadruple-alliance. Les négociations se développèrent avec plus ou moins de succès ; cependant, à peine un mois s'était-il écoulé, que déjà le cabinet français regardait d'un oeil moins défavorable le projet de coopération. Il ne s'agissait pas, messieurs, d'une intervention dans le sens rigoureux de ce mot, mais d'une coopération conforme à l'esprit du traité ; on voulait une coopération plus ou moins efficace, plus ou moins large, pour imprimer une forte impulsion à la guerre d'Espagne. Il s'agissait, à cette époque, de former un corps de 30,000 hommes, composé des légions française, anglaise, portugaise et d'une division espagnole ; un général français devait prendre le commandement de ce corps, pénétrer au cœur de la faction, détruire son noyau principal, pour que les autres troupes espagnoles, qui défendaient la ligne des Pyrénées et occupaient les places et frontières, pussent opérer contre les factieux. L'Angleterre et la France étant d'accord sur ce point, il ne manquait plus que le choix du général. On avait appelé le général Bugeaud, et ce projet allait recevoir son exécution, comme l'a démontré la proclamation du général Lebeau. »

« Survenant les événements du mois d'août : je ne parlerai pas du changement qu'ils amenèrent dans la politique de la France ; M. Thiers, qui était alors à la tête du cabinet français et favorisait le projet de coopération (car il ne l'a jamais abandonné), insista pour que le corps français n'entrât pas en Espagne sans le dissoudre, pour que l'opinion contraire prévailût et le ministère Thiers fut renversé. »

« Ainsi, dans l'année 1856, la France se disposait à envoyer en Espagne un corps auxiliaire de coopération ; l'Angleterre était d'accord avec elle, mais les événements de la Granja entraînèrent la dissolution de ce corps auxiliaire. Plus tard, le cabinet espagnol et le gouvernement anglais considérèrent la question de la quadruple alliance sous un point de vue différent. Le cabinet espagnol pensa que, relativement à la France, le traité se bornait à l'obligation d'empêcher toute communication avec le Prétendant par la frontière, et la France, se prévalant de cette interprétation, déclara qu'elle n'était pas tenue de faire davantage ; ainsi, on s'imagina alors que le traité de quadruple alliance était une convention pour empêcher la contrebande par la frontière et que l'exécution en était confiée aux douaniers et aux gendarmes. Ce point est très-important, car toute la question roule sur l'obligation contractée par la France. Lorsque les défenseurs de la cause de l'Espagne s'adressèrent au cabinet français, il répondit qu'il n'était tenu que de surveiller la frontière ; mais cela est-il vrai ? L'histoire du traité de quadruple alliance

ne prouve-t-elle pas que l'obligation de la France est explicite et formelle ? Cela est aussi évident que la lumière du jour. Les gouvernements portugais et anglais l'ont reconnu, et la France aussi, car en 1855, lorsque la coopération fut demandée, le cabinet français répondit : « Non pas ; je ne suis point obligé, mais je vais examiner si le moment d'agir est venu. » Cela est clair, messieurs ; l'obligation est consignée dans l'article 4 du traité de quadruple alliance. Je sais bien que les affaires de cette nature ne se décident point devant les tribunaux ; mais il est une conscience publique qui juge les gouvernements et les nations. Que signifie le mot coopérer, sinon concourir efficacement au même but ? Suffirait-il, pour cela, de garder la frontière ? assurément non, car cette obligation a été établie par les articles additionnels du mois d'août. Lisez le traité et les articles additionnels, et vous verrez que le mot coopération signifiait envoi de troupes. L'Espagne, qui avait promis sa coopération au Portugal, envoya une division dans ce pays. Le Portugal, de son côté, en envoya une en Espagne ; l'Angleterre a envoyé des forces navales à notre secours, en vertu du même traité. Pourquoi donc interpréterait-on autrement le traité relativement à la France ? Je ne parle pas ainsi par amour-propre, mais parce qu'il importe que la nation établisse son droit, et il y a lieu d'attendre de la loyauté du gouvernement français qu'il finira par interpréter le traité comme les autres puissances. »

— On écrit des frontières de la Navarre, le 3 décembre :

« Le général Espartero a envoyé un parlementaire au général Garcia, dans le but de conclure une sorte de traité entre les deux partis, traité qui aurait pour but de permettre l'entrée des villes fortes à toutes les personnes qui voudront y aller vendre des comestibles. »

« Il est question de permettre également le passage de diverses lignes à tous les arrières ou négociants. Le général Espartero demande en même temps un échange général de tous les prisonniers qui se trouvent dans les trois provinces et dans la Navarre. Les généraux des deux partis sont aujourd'hui en pourparlers à ce sujet. »

« Le résultat de l'attaque de Guetaria a été la retraite des carlistes, qui ont été repoussés et ont eu quelques morts et beaucoup de blessés. Cependant ils se sont maintenus dans les environs et ils bloquent, pour ainsi dire, la garnison. »

— On lit dans un journal les détails suivants sur le mouvement que les troupes d'Espartero avaient commencé sur la ligne de Zubiri :

« Le 1<sup>er</sup>, deux colonnes de troupes de la reine firent un mouvement, la 1<sup>re</sup> d'Urruz, et la 2<sup>e</sup> de Huarte et Villalba ; elles se réunirent à Zubiri et à Larrozoana, qu'elles occupèrent sans obstacles. On crut aussitôt qu'elles allaient fortifier ces points ; mais le même jour elles retournèrent sur leur pas sans pousser jusqu'à Valcarlos ; quelques compagnies de carlistes, embusquées dans les montagnes voisines, firent quelques démonstrations. »

« M. Aguirre, commandant de Valcarlos, avec la garde nationale et les 800 chapelgorris arrivés d'Irun, fit une reconnaissance sur les montagnes du 2, et marchant à la rencontre d'Espartero, il s'avança jusqu'au col d'Ibanaeta. M. Aguirre, sachant que deux compagnies de carlistes se trouvaient à Roncevaux, foudroya immédiatement sur ce village, mais l'enemi s'était déjà retiré à Burguete, et il n'y eut avec les compagnies qui battaient en retraite qu'un engagement de peu d'importance. »

— On écrit de Cadix, 25 novembre : « Plusieurs détachements de troupes sont arrivés ici depuis quelques jours. On ne connaît pas le motif de cette concentration de troupes, mais on prétend qu'on veut punir les auteurs des troubles du 24 septembre dernier, et imposer aux *bullangeros*, s'ils osaient faire quelques tentatives à l'occasion des nouvelles élections dont les opérations commenceront demain. »

— Une dépêche de Séville, en date du 19, porte que le brigadier Orta a été nommé commandant en second de l'Estremadure, et qu'il va se mettre immédiatement en campagne contre les bandes nombreuses qui infestent ce pays et qui menaçaient d'envahir l'Andalousie même.

**Grande-Bretagne.** — Fin de la séance de la chambre des communes, du 8 décembre :

Après le discours de M. HARVEY, en faveur de la motion du chancelier de l'échiquier, discours religieusement écouté et applaudi avec force, lord STANLEY a pris la parole pour présenter quelques observations personnelles. Le noble lord s'est attaché à répondre au reproche qui lui avait été fait de nourrir des sentiments d'orgueil tout-à-fait indécents, pour sa noblesse, et de se complaire dans l'arrogance de sa position. L'orateur a ensuite fait des citations pour mettre lord John Russell et le chancelier de l'échiquier en opposition directe avec eux-mêmes. Lord JOHN RUSSELL a répliqué avec calme des arguments que n'avait cependant pas caractérisés un ton très-parlementaire ; il a prouvé qu'il n'avait jamais professé que les mêmes principes. Le CHANCELIER DE L'ECHEQUIER, répliquant à sir R. Peel, a complété la citation que le très-honorable baronnet avait faite d'un passage de son discours ; il a réfuté les arguments des adversaires tendant à prouver que la mesure proposée serait entachée d'injustice. La chambre ayant été aux voix, 293 membres ont voté pour la motion du chancelier de l'échiquier, et 255 contre ; majorité ministérielle, 62. (Sensation et applaudissements prolongés.) C'est lundi que le chancelier de l'échiquier doit proposer les membres qui feront partie de la commission d'examen des pensions de la liste civile.

Londres, 9 décembre. — On lit dans le *Courier* : « Hier soir, les ministres ont obtenu une majorité vraiment triomphante : on ne s'attendait pas à un résultat aussi brillant, d'autant plus que beaucoup de partisans du ministère étaient absents. Comme ce n'est ni la première ni la seconde fois que le cabinet obtient une majorité si remarquable, nous félicitons le pays de la certitude qui existe maintenant que rien ne saurait désormais entraver la marche de l'administration ; maintenant toute

faire l'aveu, les bals en province ne sont qu'un bazar nuptial où chaque mère vient faire exhibition de sa fille et la montrer, non-seulement parée de sa beauté, mais encore de ses qualités domestiques et de sa fortune quand elle en a. Celle qui doit recevoir trente mille francs de dot porte des bijoux et change trois fois de robes pendant l'hiver ; au rebours, celle qui doit, comme la Marianne si bien vantée par la Phrosine de Molière, n'apporter à son mari qu'une grande épargne de bouche, nettoie ses gants, reteint ses robes et ne dédaigne pas de se montrer coiffée d'une guirlande de fleurs qu'elle a déjà portée cinq ou six fois. L'économie, l'ordre, l'amour du travail dont leur fille fait preuve sans cesse, voilà ce que vantent adroitement, par quelques paroles fines et bien visées, les mères assises sur les banquettes du bal, et enveloppées chaudement dans un cachemire plus ou moins français. Aussi, dans leur sollicitude, recommandant-elles aux fiancés surnuméraires de ne point nuire à ces habiles prospectus, en se ruant sur les premiers plaisirs qui se présentent... Et puis, d'ailleurs, sainte Catherine est la patronne des vieilles filles et porte malheur aux imprudentes qui lui rendent un culte trop assidu ! elle place à jamais, sur leur front, la couronne blanche ; or, la fille de Jephté, lorsqu'elle gravissait les montagnes pour aller pleurer sa virginité au milieu de ses compagnes, n'éprouvait pas plus de désespoir qu'une provinciale sur laquelle on jette avec mépris ces paroles de réprobation : *Elle coiffe sainte Catherine* ! Il faut ajouter, pour l'intelligence de cet anathème, de ce *racca*, que jadis la doyenne d'âge des demoiselles à marier se trouvait chargée de placer, sur le front de la statuette de la sainte, la couronne d'or, symbole de la résistance opposée par la martyre aux demandes en mariage de je ne sais quel proconsul romain.

Mais si la bienheureuse Catherine condamne au célibat, saint Nicolas, en revanche, octroie des maris ; aussi, l'on fête joyeusement le bon évêque, et l'on déploie pour le bal qui se donne ce soir-là le plus possible de luxe de toilette. Les robes reteintes ne paraissent jamais à un bal du 5 décembre, et les gants nettoyés sont réservés pour une occasion moins importante !... Importante vraiment, car c'est à cette première réunion que les jeunes filles se forment une clientèle de danseurs pour le reste de la saison. Or, connaissez-vous rien de plus déplorable que de passer une nuit entière sans quitter la place que l'on occupe près de sa mère ; sans pouvoir incriminer, comme les autres dames, sur son calepin d'ivoire, une liste longue et empressée de candidats aux contredanses ! sans compter qu'il faut subir les regards mo-

queurs des impertinentes, plus heureuses, sans compter que cette humilation n'arrive jamais aux belles ni aux riches, et que, par là, elle augmente encore d'amertume et de souffrance. Mais aussi, quel triomphe que de se voir entourée d'un groupe d'adorateurs, que de se dire : « Au milieu de ces empressés se trouve peut-être un mari pour moi... » Un mari ! c'est vers ce but que tendent toutes les espérances, et que se dirigent toutes les pensées des jeunes filles de la province. Autour d'elles, les mères qui partagent leur ardeur et leur impatience, disposent avec habileté des filets nuptiaux, dont, par malheur, se garent trop souvent ceux qu'on voudrait y prendre ! surtout quand l'appauvrissement n'est point une riche dot, comme il n'arrive que trop souvent en province.

Eh bien, la vanité, le désir de trancher de la grande dame, ou plutôt de ne point se trouver rangé parmi la société « du second ordre », ont fait tomber en désuétude les bals de souscription, et renoncer à ces moyens de préparer les mariages... Depuis quelques années, les bals particuliers, les soirées dansantes, se sont introduits dans les petites villes ; le sous-préfet, le maire, deux ou trois négociants, et quelques employés du gouvernement, ont importé cette coutume parisienne ; mais ils se sont bien gardés d'inviter tous les habitués des bals de souscription ; ils ont fait, parmi les conviés, un choix, sujet inépuisable de triomphe pour les élus et de désespoir pour les réprouvés... Dès lors, les premiers ont trouvé trop vulgaires pour eux les réunions payées qui faisaient naguère leurs délices, et les autres n'ont pas osé vouloir d'un plaisir ravalé et devenu secondaire. Il arrive de là que souvent on ne danse point de tout l'hiver, et que l'on perd le peu de rares occasions qu'il reste de « placer » ses filles. Pour supprimer toutes les soirées particulières, il suffit que trois deuils et une maladie viennent frapper le petit nombre de personnes qui donnent des bals chez elles. Il faut se féliciter quand la tristesse et la solitude des soirées d'hiver ne sont point causées par des motifs plus funestes encore, comme n'en produit que trop souvent aujourd'hui la faillite de quelque négociant, faillite qui vient ruiner et désespérer toutes les familles ; car dans les petites villes, on se trouve trop resserré pour que le coup qui frappe l'un ne se fasse pas ressentir à tous les autres.

Jadis, ces malheurs étaient fort rares, en province ; aujourd'hui, ils se renouvellent fréquemment. Heureux encore quand le crime, n'ajoute point la honte à l'infortune !... Hélas ! il ne se passe point d'année maintenant sans que la banqueroute et même le faux ne lèvent

leurs têtes hideuses au milieu de populations jadis si probes et si paisibles ! Pour n'en citer qu'un exemple entre mille, la Bassée a, naguère encore, vu sa tranquillité troublée pour long-temps, et presque toutes ses petites fortunes compromises, par un de ces crimes dont cette petite ville n'entendait parler autrefois, pour ainsi dire, que de siècle en siècle... Un notaire (c'est depuis dix-huit mois le second du département) a ruiné la plupart de ses concitoyens qui avaient placé leur confiance en lui. Quarante-quatre faux ont été commis, et plus de quatre-vingt mille francs volés à l'aide de ces faux ! quatre-vingt mille francs, fruits d'économies et de privations pénibles ! quatre-vingt mille francs, unique ressource de trente familles peut-être !

Il y a peu de jours, ce malheureux, qui se nomme Gloriant, a paru devant les assises du Nord. Agé de cinquante-deux ans, l'attitude qu'il a gardée durant les débats contrastait d'une manière étrange avec l'accusation qui pesait sur lui ! Sa figure, douce, n'édit pas manqué d'inspirer la confiance, si on l'eût rencontré ailleurs que sur le banc du crime. Sa voix, suppliante, commandait la pitié ; il s'exprimait avec modération, cachait ses yeux souvent baignés de larmes, évitait les regards et attendait souvent deux interpellations pour relever les yeux avec timidité vers le président qui l'interrogeait. Eh bien ! je vous le répète, cet homme, entouré long-temps de l'estime publique, cet homme, qui long-temps s'était montré digne de cette estime, a commis quarante-quatre faux, et jeté une ville dans la ruine et dans le désespoir. La condamnation de Gloriant aux galères perpétuelles a vengé de si grands malheurs, mais elle ne les a point réparés !... Tant de honte pour lui, tant d'infortune pour ses victimes, eussent été épargnées, si cet homme n'eût point, par une imprudence et coupable ambition, recouru, pour augmenter sa fortune, non au travail, mais à des spéculations aventureuses. Le bonhomme Richard l'a dit : « Avec la paresse vient le jeu ; avec le jeu, le vol ; avec le vol, l'infamie. »

Par cette triste digression, nous voilà bien loin des fêtes de décembre ; de ces fêtes qui passent et qui disparaissent ; de ces fêtes dont il faut se hâter d'écrire l'histoire, car bientôt elles n'existeront plus que dans le souvenir. La Fête des Fous et ses cris joyeux ont cessé pour toujours ; la province garde ses passions, ses émotions et ses tumultes pour un autre genre de plaisirs, moins amusants peut-être, mais qui n'abondent pas moins en incidents burlesques... les élections.

S. HENRY BERTHOUD.



inquiétude, occasionnée par la possibilité d'un changement subit de ministère, doit disparaître avant l'ouverture du parlement; les promesses, ou plutôt les menaces des Tories avaient eu un grand retentissement; mais l'effet en a été bien mesquin. Nous croyons que le bill concernant la liste civile sera présenté aux communes lundi prochain, et probablement il sera adopté sans opposition ni retard; aucune autre affaire importante ne sera traitée avant la fête de Noël, mais ce qui aura été fait avant cette époque nous autorisera à dire qu'en peu de temps les communes ont rendu de grands services au pays.

— On lit dans le *Morning Post* : « Nous avons reçu, par l'intermédiaire et grâce à l'obligeance de lord Palmerston, la nouvelle agréable que notre correspondant, M. Gruneisen, a l'espoir d'être bientôt délivré de sa captivité à Logrono. Voici ce qu'il demande à ce sujet le colonel Wyld, par sa lettre du 27 novembre dernier, datée de cette ville : « Espérero-je consenti à la mise en liberté de MM. Gruneisen et Henningsen, qui vont être envoyés à Santander. » Voici l'extrait d'une lettre adressée au *Morning Chronicle*, par son correspondant, datée de Pampelune, le 27 novembre : « Je suis heureux de vous annoncer la prochaine délivrance de M. Gruneisen. La demande en a été adressée au comte Luchana, par suite d'une communication de lord Palmerston. Il paraît que M. Gruneisen et le capitaine Henningsen se sont engagés à ne pas séjourner plus de 48 heures à Bayonne, dans le cas où on leur permettrait de s'y rendre pour retourner en Angleterre. »

**Prusse.** — Berlin, 1<sup>er</sup> décembre. — On prétend qu'avant sa nomination, l'archevêque de Cologne, baron Droste de Vischering, avait adressé une lettre confidentielle au ministre d'Altenstein, dans laquelle il exprimait nettement ses idées, traitait certains points qui plus tard ont fait naître des difficultés, et se prononçait formellement sur la question des mariages mixtes dans le sens qu'il a voulu faire prévaloir plus tard. Une pareille lettre, si elle existait, serait certainement très importante. On prétend que l'archevêque a l'intention de publier une justification de sa conduite, en se fondant principalement sur cette lettre. Il en résulterait certainement des explications désagréables. D'un autre côté, on ne voit pas comment il serait impossible d'empêcher l'archevêque de se défendre, puisqu'il a été accusé publiquement. Quoi qu'il en soit, l'affaire ne saurait être considérée comme terminée. Les nouvelles des provinces rhénanes nous apprennent que les esprits y sont dans une effervescence qui n'est pas dangereuse à la vérité, mais qu'il ne sera pas facile de calmer. L'archevêque est notamment regretté à cause de son caractère; car il avait su se concilier l'estime même de ses ennemis. Le voisinage de la Belgique donne aussi des inquiétudes, et la décision de la cour de Prusse aura surtout une haute importance.

**Hanovre.** — On lit dans une correspondance du *Morning-Post*, journal tory : « Après tout ce qui a été écrit sur les prétendues mesures violentes du roi de Hanovre et tout ce que j'avais entendu dire dans la ville libre de Hambourg, au sujet de l'agitation qui régnait dans ce royaume, je n'ai pas été médiocrement surpris en arrivant à Harebourg, sur la rive hanovrienne de l'Elbe, de voir qu'on ne nous demandait même pas nos passeports, et ce ne fut que pour nous éviter des désagréments que l'un de vous demanda qu'on voulût bien examiner le sien. C'est là sans contredit la meilleure réfutation de tous ces bruits de prétendue agitation, et je pense qu'on peut en conclure qu'un gouvernement qui se trouverait dans un état d'appréhension ne montrerait pas une telle indifférence à l'égard des étrangers qui se rendent sur son territoire, et s'inquiéterait un peu plus de ce qu'ils y viennent faire. »

Si l'on considère quelle activité déploient les agents de la propagande française, et avec quelle violence les radicaux anglais cherchent à faire pénétrer leurs doctrines de libéralisme dans tous les pays où ils espèrent avoir quelque chance de les faire adopter, on trouvera que le roi Ernest serait tout à fait excusable de surveiller attentivement les voyageurs anglais et français qui viennent visiter son royaume. Mais, comme je viens de le dire, je n'ai pas trouvé le moindre indice de cette précaution, et tous les voyageurs avec qui je me suis rencontré m'ont assuré avoir trouvé la même tolérance. Nos effets ont été à peine examinés, et nos livres (qui partout ailleurs sont l'objet d'un examen sévère) n'ont pas même été ouverts. Cette dernière circonstance est d'autant plus remarquable, que l'anglais étant la langue presque universelle des classes haute et moyenne, il serait prudent d'empêcher l'introduction en Hanovre de ces publications incendiaires qui, faisant appel à l'ignorance et aux préjugés, exaltent à un si haut degré les passions populaires.

En avançant dans le pays, j'ai trouvé partout la même indifférence; je n'ai pas vu la moindre trace de police ou de force militaire. Les villages étaient calmes, les routes sûres et les habitants occupés de leurs travaux. Est-ce bien là, me disais-je, le pays où un coup d'état vient d'avoir lieu? Est-ce là le Hanovre où la révolution marche à si grands pas? Après un voyage d'environ 100 milles anglais, nous arrivâmes enfin dans la capitale. Ici, je m'attendais à une visite sévère, et je me préparais à montrer mon passeport en entrant par la principale porte de la ville; mais on m'a épargné cette peine. Nos passeports ne nous ont pas été demandés, nos bagages n'ont pas été visités; aucune autorité militaire, aucun agent de police ne se sont enquis de l'objet de notre visite. Nous sommes arrivés à notre hôtel, et nous avons pris possession de nos appartements, après avoir rempli la simple formalité de donner notre nom au maître de l'hôtel qui, suivant l'usage, l'inscrit sur son registre. Ma première idée fut de demander où était le roi et quel nombre de troupes il avait pour le garder. La réponse qui me fut faite vous surprendra sans doute autant qu'elle me surprit moi-même. « Le roi (me fut-il répondu) est à un rendez-vous de chasse à environ 40 milles d'ici, et n'a pas un soldat avec lui. » Ayant demandé où était ce rendez-vous de chasse, on me dit qu'il était près de Göttingue; près de cette ville où sept professeurs de l'Université ont protesté contre les actes de leur souverain, et où l'on dit que les étudiants sont aussi faciles à exalter que ceux de l'Allemagne. On conviendrait que, quels que soient les changements que le roi ait faits, il est bien évident, d'après ce qui précède, que le peuple ne s'en inquiète pas le moins du monde. Mais raisonnons maintenant sur ce qui se passe.

Il y a, dans l'Université de Göttingue, 45 professeurs et 48 professeurs-suppléants ou surnuméraires, en tout 93; sur ce nombre, 7 seulement ont protesté, les autres sont restés indifférents à l'acte de S. M., et leurs opinions diffèrent de celles de leurs collègues. De plus, la garnison entière de Hanovre se compose de 800 hommes de troupes; elle a été de tout temps de 600 hommes, et on l'a renforcée récemment de 200 hommes, parce que le service d'honneur était trop pénible. Tel est donc le siège de la tyrannie; tel est le centre du despotisme! 800 soldats, suffisent pour protéger la capitale contre les attaques de sujets mécontents; et le souverain lui-même, sans escorte et sans garde, ne craint pas d'aller exposer sa vie dans le lieu même où le danger serait le plus grand.

La reine, dont la santé est très délicate, sort toujours en voiture sans la moindre escorte, et le jeune prince George va habituellement à l'Opéra, seul et sans suite. Il est vraiment fâcheux que la cécité dont le ciel a affligé ce jeune prince n'ait pu encore être guérie, et il n'est rien moins que certain que le traitement qu'il a entrepris soit couronné de succès.

Le prince a maintenant dix-huit ans, il est grand et bien fait, d'une tournure gracieuse et d'un abord si prévenant que personne ne peut le regarder sans intérêt. Son éducation a été très soignée; il parle plusieurs langues; il possède une instruction solide, et si la vue lui est jamais rendue, il sera l'ornement de la société. Il aime la musique avec passion, et l'on ne saurait rester indifférent aux émotions qu'il éprouve à l'audition d'un opéra; sa figure reflète les diverses sensations qu'il a, et toutes ses facultés semblent absorbées par le sens dont il jouit avec le plus d'étendue.

## Départemens ministériels.

**JUSTICE. — CULTES.** — Par ordonnance du 9 novembre, sont nommés juges au tribunal de première instance de Provins (Seine-et-Marne), M. Chevalier, juge au siège de Vitry-le-François, en remplacement de M. Gellot, admis à faire valoir ses droits à la retraite; — M. Cure (Jean-Honoré), avocat, ancien avoué à la cour royale de Paris, en remplacement de M. Pelet-Guérin, décédé; — au tribunal de première instance de Vitry-le-François (Marne), M. de Lagonde, juge-suppléant au siège de Coulommiers.

**Juge-suppléant au tribunal de première instance de Sarreguemines (Moselle),** M. Lelong (Philippe-Louis-Léon), arrondissement de Thionville, en remplacement de M. Thilloz, appelé à d'autres fonctions.

**Juge de paix du canton de Bourg Argental, arrondissement de St-Etienne (Loire),** M. Jammes (Jean-André), licencié en droit, en remplacement de M. Mugnier, démissionnaire.

**Suppléants du juge de paix du canton de Vernon, arrondissement d'Eureux (Eure),** M. Leclerc (Jean-Louis-André), propriétaire, en remplacement de M. Langlois, démissionnaire; — du canton de Roanne, arrondissement de ce nom (Loire), M. Pochin (Joseph-Félicé-Maurice), ancien avoué de la cour royale de Lyon, en remplacement de M. Mathieu, décédé; — du canton de Charlieu, même arrondissement, M. Guinault (Jean-Marie), notaire, licencié en droit, membre du conseil d'arrondissement de Roanne, en remplacement de M. Livet, nommé avoué à la cour royale de Lyon; — du canton de La Pacaudière, même arrondissement, M. Bouillet de Lafaye (Philibert), propriétaire, en remplacement de M. Gontier, décédé; — du canton de Saint-Just-en-Chevalet, même arrondissement, M. Lafaye (Antoine), ancien notaire, en remplacement de M. Desaix, décédé; — du canton de Saint-Symphorien-de-Lay, même arrondissement, M. Dechâtelus (Claude-Marie-Jean-Antoine), ancien notaire, licencié en droit, membre du conseil d'arrondissement de Roanne, en remplacement de M. Gouttenoire, décédé; du canton de Gravey, arrondissement de Dunkerque (Nord), M. Waguez (Jacques-François), notaire, en remplacement de M. Jullié, démissionnaire.

Par une autre ordonnance sont nommés : Juge d'instruction au tribunal de première instance de Mayenne (Mayenne), M. Demées, juge-suppléant au même tribunal, en remplacement de M. Morisset, décédé;

Juges-suppléants au tribunal de première instance du Vigan (Gard), M. Barafort (François), avocat, en remplacement de M. Rigal, décédé; — de Libourne (Gironde), M. Bachelier (Louis), avocat, en remplacement de M. Chaperon, démissionnaire; — de Bar-le-Duc (Meuse), M. Arnaud de Prange (Louis-Marie-Alexandre), avocat de Nancy, en remplacement de M. Jeantin, appelé à d'autres fonctions;

Juges de paix du canton de Baizeux, arrondissement de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), M. Chaudron, juge de paix du canton d'Aignay, en remplacement de M. Lombard, décédé; — de Crémieux, arrondissement de Bourgoin (Isère), M. Drailat (Joseph-Scipion-Madeleine), secrétaire du parquet de Grenoble, en remplacement de M. Candy, appelé à d'autres fonctions.

**Suppléants du juge de paix du canton de Nantron, arrondissement de ce nom (Dordogne),** M. Souquet (Pierre), avoué, en remplacement de M. La Peyre-Monsignac, non-acceptant; — de Rembervillers, arrondissement d'Epinal (Vosges), M. Triboulet (Nicolas), notaire, en remplacement de M. Limouze, décédé.

M. Rémond, juge au tribunal de première instance de Semur (Côte-d'Or), remplira au même tribunal les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Lestre-Dusaussais, qui, sur sa demande, reprendra celles de simple juge.

**GUERRE.** — Par ordonnance du 9 de ce mois, le roi, sur la proposition du ministre de la guerre, vient de faire les promotions suivantes en faveur de l'administration militaire de l'armée d'Afrique, pour les services qu'elle a rendus pendant l'expédition de Constantine; savoir :

*Intendance militaire.* — M. Lacour, sous-intendant militaire de 2<sup>e</sup> classe, promu à la 1<sup>re</sup> classe.

*Equipages militaires.* — MM. Cantaginet, sous-lieutenant, promu au grade de lieutenant; Pinson, maréchal-des-logis, promu au grade de sous-lieutenant.

*Officiers de santé.* — MM. Baudeux, chirurgien-major, promu au grade de chirurgien principal; Barthes, médecin-adjoint, promu au grade de médecin ordinaire; Mestre, chirurgien aide-major, promu au grade de chirurgien-major; Laporte, pharmacien aide-major, promu au grade de pharmacien-major.

*Personnel d'administration des hôpitaux.* — MM. Joubert, adjudant de 1<sup>re</sup> classe d'administration, promu au grade d'officier comptable; Solicis, adjudant de 2<sup>e</sup> classe, promu au grade d'adjudant de 1<sup>re</sup> classe; Leclerc, sous-adjudant, promu au grade d'adjudant de 2<sup>e</sup> classe; Devaux, id., id.; Vigot, infirmier militaire entreteint (sergent), promu au grade de sous-adjudant.

Le ministre de la guerre vient de faire les nominations suivantes dans le personnel des agents des subsistances militaires employés en Afrique, pour les services qu'ils ont rendus pendant l'expédition de Constantine :

A l'emploi de directeur des subsistances, M. Leclerc (Laurent), agent comptable; à l'emploi d'agent comptable entreteint, M. Malaizet (Paul-Marie), commis de 1<sup>re</sup> classe entreteint, agent comptable auxiliaire; à l'emploi de commis de 1<sup>re</sup> classe entreteint, M. Espéron (Auguste-Henri), commis de 2<sup>e</sup> classe entreteint et de 1<sup>re</sup> classe auxiliaire; à l'emploi de commis de 2<sup>e</sup> classe entreteint, M. Castelnaud, commis de 1<sup>re</sup> classe auxiliaire; à l'emploi de commis de 3<sup>e</sup> classe entreteint, MM. Bedel (Pierre-Joseph-Amédée), commis de 3<sup>e</sup> classe auxiliaire, Lebras (Jean-Louis), élève et commis de 3<sup>e</sup> classe auxiliaire; à l'emploi de commis de 2<sup>e</sup> classe auxiliaire, MM. Fabus (Marie-Martial-François-Paul), commis de 3<sup>e</sup> classe auxiliaire, Dutrey (Achille-Jean-Baptiste), id.; à l'emploi de commis de 3<sup>e</sup> classe auxiliaire, M. Desforges (Jules-Joseph-Adolphe), candidat à l'emploi d'élève.

**INTÉRIEUR. — PRÉFECTURE DE LA SEINE. — DE POLICE.** — Des avis ont déjà fait connaître aux électeurs censitaires et départementaux de la Seine, appelés à l'élection des membres du conseil général des 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> arrondissements et 14<sup>e</sup> (Saint-Denis), pour les 14 et 16 décembre présent mois, qu'il était très-important pour eux de se rendre dès le premier jour à l'élection, non-seulement pour se conformer aux exigences de la loi du 20 avril 1834, qui veut, pour la validité des scrutins, la présence plus ou moins des électeurs inscrits; mais encore parce que le bureau étant constitué définitivement dès l'ouverture de la séance, on procède à l'élection des membres du conseil.

Les électeurs censitaires et départementaux des 35 sections dont se composent les douze arrondissements électoraux de Paris se réuniront :

Premier collège. — 1<sup>re</sup> section : Mairie, rue d'Anjou-St-Honoré; 2<sup>e</sup> id. : Ecole, rue de l'Arche, 52; 3<sup>e</sup> id. : au Trésor, rue Neuve-de-Luxembourg.

Deuxième collège. — 1<sup>re</sup> section : Mairie, rue Pinon; 2<sup>e</sup> id. : rue Neuve-Coquenard, 5; 3<sup>e</sup> id. : Bourse, salle des Faillites; 4<sup>e</sup> id. : Conservatoire de Musique; 5<sup>e</sup> id. : Ecole, rue d'Argenteuil, 37.

Troisième collège. — 1<sup>re</sup> section : Mairie, place des Petits-Pères; 2<sup>e</sup> id. : Passage des Petits-Pères, 5; 3<sup>e</sup> id. : Ecole, rue de Paradis-Poissonnière, 20.

Quatrième collège. — 1<sup>re</sup> section : Ecole, rue de la Poterie, Halle-aux-Draps; 2<sup>e</sup> id. : Ecole, rue de la Petite-Frèperie, Halle-aux-Draps.

Cinquième collège. — 1<sup>re</sup> section : rue des Vinaigriers, 17; 2<sup>e</sup> id. : Ecole-Sto-Opportune, rue Grange-aux-Belles; 3<sup>e</sup> id. : Cour des Miracles, place du Caire.

Sixième collège. — 1<sup>re</sup> section : Conservatoire des Arts-et-Métiers, Mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement; 2<sup>e</sup> id. : Ecole, rue Montgolfier, 1; 3<sup>e</sup> id. : Ecole, rue Sainte-Elisabeth, 6.

Septième collège. — 1<sup>re</sup> section : Hôtel-de-Ville, salle de la Caisse d'Epargne; 2<sup>e</sup> id. : Ecole, rue de l'Homme-Armé.

Huitième collège. — 1<sup>re</sup> section : Mairie, Place Royale; 2<sup>e</sup> id. : Hôtel des Quinze-Vingts.

Neuvième collège. — 1<sup>re</sup> section : Hôtel-de-Ville, salle du Trône; 2<sup>e</sup> id. : Hôtel-de-Ville, salle Saint-Jean.

Dixième collège. — 1<sup>re</sup> section : rue du Bac, 109; 2<sup>e</sup> id. : Conseil de guerre, rue du Cherche-Midi; 3<sup>e</sup> id. : rue Saint-Dominique-Gros Caillou, 133.

Onzième collège. — 1<sup>re</sup> section : Ecole, rue des Grands-Augustins, 6; 2<sup>e</sup> id. : rue Madame, 2; 3<sup>e</sup> id. : Sorbonne.

Douzième collège. — 1<sup>re</sup> section : Sourds-Muets; 2<sup>e</sup> id. : Jardin-du-Roi, rue de Seine.

Les électeurs censitaires et départementaux inscrits sur les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties des listes générales des 12 arrondissements de Paris, arrêtées le 20 octobre dernier, sont invités à se rendre à la mairie de leur arrondissement, à partir du 16 décembre courant, pour y retirer leur carte, la signer et en donner récépissé.

**INSTRUCTION PUBLIQUE.** — Les docteurs en médecine ou en chirurgie sont avertis que les concours qui doivent avoir lieu pour les places d'agrégés près la Faculté de médecine de Paris seront ouverts devant cette Faculté, le 4 avril 1835.

Ces concours seront au nombre de trois; savoir : un pour la médecine, un pour la chirurgie, et un troisième pour les sciences préliminaires et accessoires.

Le premier concours sera ouvert pour six places de la section de médecine; le second, pour quatre places de la section de chirurgie, et le troisième pour quatre places de la section des sciences préliminaires et accessoires, savoir : deux places pour la physique médicale, une pour la pharmacie et une pour l'histoire naturelle médicale.

Dans le concours de chirurgie, une des leçons aura pour objet l'art des accouchemens.

Ceux des candidats qui voudraient concourir pour une ou plusieurs de ces sections devront le déclarer avant l'ouverture du concours; mais aucun des candidats ne sera dispensé, pour cela, de faire preuve de connaissances gé-

rales relatives, soit à toutes les parties de la médecine ou de la chirurgie, soit aux sciences préliminaires et accessoires.

Chacun des concours se composera de trois exercices, savoir : une composition écrite en français, deux leçons orales en français, dont une après vingt-quatre heures de préparation, et l'autre après quarante minutes; et une thèse également en français.

Les qualités requises pour être admis à concourir sont : d'avoir été reçu docteur en médecine ou en chirurgie dans l'une des Facultés du royaume; d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis; de jouir de tous les droits de citoyen français.

Ceux qui désireront concourir devront remettre ou envoyer à la Faculté de médecine de Paris les pièces constatant qu'ils ont lesdites qualités, savoir : 1<sup>o</sup> Copie légalisée de leur acte de naissance; 2<sup>o</sup> leur diplôme de docteur.

Ces pièces devront parvenir à la Faculté avant le 4 mars prochain, époque où les registres d'inscription seront clos irrévocablement.

Les docteurs en médecine ou en chirurgie sont avertis qu'il y aura un concours public devant la Faculté de médecine de Strasbourg pour la chaire de médecine légale, vacante dans cette Faculté. Ce concours s'ouvrira le 9 avril 1835.

Les qualités requises pour être admis à concourir sont : de jouir des droits civils; d'avoir trente ans accomplis; d'avoir été reçu docteur en médecine ou en chirurgie dans l'une des Facultés du royaume.

Ce concours se composera de six genres d'épreuves, savoir : 1<sup>o</sup> d'une appréciation des titres antérieurs des candidats, faite dans l'assemblée des juges, où le mérite de leurs ouvrages et de leurs services sera discuté; 2<sup>o</sup> d'une composition écrite, faite à huis clos, sur une question tirée au sort, et qui sera la même pour tous les candidats. Le sujet de cette question sera puisé dans la médecine légale, mise en rapport avec les sciences médicales et les sciences dites accessoires et préliminaires; 3<sup>o</sup> d'une première leçon faite après vingt-quatre heures de préparation, sur un sujet spécial de l'enseignement qui fait l'objet de la chaire mise au concours, pris dans une application des sciences médicales; 4<sup>o</sup> d'une seconde leçon, faite après trois heures de préparation, sur un sujet spécial de ce même enseignement, pris dans une application des sciences dites accessoires et préliminaires; 5<sup>o</sup> d'une épreuve pratique sur un cas de médecine légale, qui demande pour son explication un certain nombre d'applications des connaissances théoriques; 6<sup>o</sup> d'une thèse dont le sujet sera pris dans les matières de l'enseignement qui fait l'objet de la chaire mise au concours. Le sujet, différent pour chaque candidat, sera tiré au sort. La discussion et l'argumentation auront lieu suivant les formes et dans les limites indiquées par les articles 27, 28 et 29 du règlement du 12 avril 1835.

Les docteurs en médecine ou en chirurgie qui désireront concourir devront remettre ou envoyer franc de port, au secrétariat de la Faculté de médecine de Strasbourg, avant le 9 février prochain : 1<sup>o</sup> Copie légalisée de leur acte de naissance; 2<sup>o</sup> leur diplôme de docteur; 3<sup>o</sup> un paquet cacheté contenant l'exposé de leurs titres.

**COMMERCE. — AGRICULTURE. — TRAVAUX PUBLICS.** — Par ordonnance du roi, du 9 décembre, il est établi une chambre de commerce à Arras (Pas-de-Calais). La circonscription de cette chambre sera formée des arrondissements d'Arras et de Béthune. La chambre de commerce d'Arras sera composée de neuf membres.

La chambre consultative des arts et manufactures établie dans cette ville est supprimée.

Par une autre ordonnance du 8 décembre, M. J. Boulay (de la Meurthe), maître des requêtes, secrétaire-général du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, directeur de l'agriculture et des haras, est nommé commissaire près les conseils-généraux du commerce, des manufactures et de l'agriculture.

Par arrêté du ministre, en date du 8 décembre 1837, MM. le comte Delille, membre de la chambre des députés, et Bella, directeur de l'institution royale agronomique de Grignon, ont été nommés membres du conseil-général d'agriculture, en remplacement de M. le baron de Pradt, décédé, et de M. le marquis de Drée, démissionnaire.

**CHANCELLERIE DE LA LÉGION-D'HONNEUR.** — Le roi, par ordonnance rendue le 9 de ce mois, sur la proposition du ministre de la guerre, a fait les promotions suivantes dans l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, en faveur de l'administration militaire de l'armée d'Afrique pour les services qu'elle a rendus pendant l'expédition de Constantine; savoir :

*Promotion au grade d'Officier.* — M. Lyantey, sous-intendant militaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Chevaliers.* — MM. Masson, lieutenant au corps du train des équipages; Maire, maréchal-des-logis, id.; Moriceau, caporal au bataillon d'ouvriers d'administration; Sedillot, chirurgien-major; Roussant, chirurgien aide-major; Rome, infirmier militaire entreteint.

## Tribunaux.

Hier, M<sup>re</sup> Nibelle, au nom d'un étudiant en médecine, partie civile, exposait à la 8<sup>e</sup> chambre que pour une somme de 1,000 fr., touchée par son client, on lui avait fait souscrire d'abord pour 3,000 fr. de billets, et qu'on lui avait ensuite extorqué une signature en blanc avec laquelle on l'avait rendu caution d'un insolvable pour une somme de 15,000 fr. M<sup>re</sup> Nibelle prouvait le délit par l'acte même, par des dépositions graves et par la moralité des parties. Cette affaire a été vivement débattue. M<sup>re</sup> Coppeau, avocat du roi, a entièrement adopté les moyens plaidés par M<sup>re</sup> Nibelle. Les prévenus Pascon et Janssens étaient défendus par Mes Delanoë et Chamallard. Le tribunal a renvoyé à huitaine pour entendre la réplique de M<sup>re</sup> Nibelle.

## Faits divers.

Le paquebot l'*Eclipse*, arrivé à New-York le 15 novembre, a rencontré à 25 milles E. S. E. de Hook la goëlette *Forest*, capitaine David de Friendship, état du Maine, partie depuis 53 jours de Esport pour New-York, qui lui a fait le rapport suivant :

« Le 4 de ce mois, par le 55<sup>e</sup> 40' de latitude et 74<sup>e</sup> 20' de longitude, nous rencontrâmes en mer un bâtiment naufragé et rempli d'eau, ayant perdu ses mâts et son beaupré; c'était la goëlette l'*Isabelle*. Nous recueillîmes M. James Henderson, de l'île de Hant, qui se trouvait sur ce navire. Il nous apprit qu'il était parti de New-York le 23 octobre dernier pour Wilmington, dans la Caroline du Nord, par le schooner *Isabella*, capitaine S. Turner, de l'île de Hant, dans le Maine, ayant à bord M. Snow, de Bucksport, M. Charles Nealer, de Camden, un cuisinier et un mousse d'environ 15 ans. Le quatrième jour de son voyage, un vent impétueux s'étant élevé, il cargua toutes ses voiles et ne conserva que son foc de misaine; il fut chassé par la lame pendant toute la nuit et le jour suivant, et le sixième jour, se trouvant en dehors du golfe Stream, le vent soufflant toujours avec violence du nord-ouest, accompagné de neige et de pluie, deux énormes vagues chavirèrent le schooner, au moment où tout le monde à bord se trouvait dans la chambre.

« Environ une heure après cet événement, les deux mâts furent rompus au niveau du pont, ce qui fit que le navire put se relever, et que le capitaine Turner, M. Snow et lui-même parvinrent à grimper sur le gaillard d'arrière. Le cuisinier fut noyé dans la chambre, M. Snow fut jeté à la mer un quart-d'heure après par une vague, et se noya. Une demi-heure ensuite le capitaine, emporté par la violence de la mer, périt également. La tempête a continué vingt-quatre heures après que le navire a été naufragé, et le pauvre M. Henderson s'attendait à chaque minute à être englouti. La mer était aussi haute que les montagnes, et le vent si violent qu'il pouvait à peine conserver sa respiration au milieu des vagues écumeuses qui roulaient sur lui. Il n'y avait qu'environ dix pieds du gaillard d'arrière qui fussent hors de l'eau. Ce malheureux n'avait, par conséquent, rien à manger ni à boire pendant les sept jours qu'il est resté dans cette affreuse situation. Le premier jour, après que le schooner eut été submergé, il aperçut un brick passant à environ huit milles au large; le second jour, il vit une goëlette naviguant avec ses basses voiles à quatre milles environ; le troisième jour, il ne vit rien; le quatrième, il aperçut deux goëlettes à quatre milles de distance et courant grand large. Enfin, le cinquième jour, il aperçut une petite barque peinte, qui paraissait se diriger vers lui; mais parvenue à environ 400 toises du navire englouti, elle vira de bord et reprit le large. On peut juger du désespoir du pauvre Henderson, qui agitait en l'air son mouchoir, ne pouvant crier, à cause de son état d'épuisement et du bruit des vagues, et qui vit s'éloigner cette chance de salut qui semblait lui être offerte. Il croit avoir reconnu que cette barque était anglaise, avec peu ou point de cargaison. Le sixième jour, il ne vit rien, mais ce jour-là il rencontra un peu de foin, qu'il mangea; c'était la première nourriture qu'il mettait dans son estomac depuis son naufrage. Ce fut enfin le septième jour de cette situation désespérée qu'il fut recueilli à bord du navire commandé par le capitaine Davis, qui le traita avec tous les égards et lui prodigua les soins les plus humains, lui donnant jusqu'à son propre lit pour se reposer de ses fatigues. M. Henderson a perdu tout son argent, tous ses effets, et n'a plus rien que les habits qui le couvrent. Il est arrivé hier soir à New-York par le nouveau paquebot et dans une grande faiblesse.

— Le sieur Damour, né à Paris, après avoir donné des leçons de logues



SPECTACLES DU 12 DÉCEMBRE.	
7	ACADÉMIE. — Relâche.
7	FRANÇAIS. — Chef-d'œuvre, Petite Ville.
7	ODÉON. — Manlius, Distralt.
7	OPÉRA-COMIQUE. — Double Echelle, Pi-qui-quo.
7	ITALIEN. — 1 <sup>re</sup> repr. Lucia de Lam-mermoor.
7	THÉÂTRE. — Représentation extraor- dinaire au bénéfice de M. Ferville.
7	THÉÂTRE-VILLE. — Maria Padilla avec un prologue, Mal noté.
7	VARIÉTÉS. — Chevalier, le Père de la débutante, Carmagnole.
7	P. -HOTEL. — Suzanne (Déjazet).
7	P. -L. MARTIN. — Risa, Montrevel, Lu- crèce.
7	AMBIGU. — Une Partie, Longue-Epée.
7	GAITÉ. — Noce du boulanger, Pauvre Mère!
7	CIRQUE-OLYMPIQUE. D'onghuiz-Khan
7	Constantine, Exercices d'équiti- on, danses et voltiges, etc.
7	FOLIES-DRAM. — Micaglia, Bénédictin Grille.
7	TH. -ST. ANTOINE. — Finesses, Idiot
7	PANTHÉON. — Noquelaure, Rol.
7	COMTE. — Demi-siècle, Muette, Po- chinelles, Espiègle.
7	GYMN. -ENFANTIN. — Chacun le sien Zémire et Azor.
7	MONTHAIRE. — Café, Arme, Brum
7	BELLE-VILLE. — Jeunesse, Porti- Rosignol, Dol.
7	CONCERTS VIVACE. — Neuf-Vivace — Tous les jours Concert, sous direction de M. Musard. Prix d'en- trée : 1 fr.
Le rédacteur en chef, gérant, responsable EMILE DE GIRARDIN.	
IMPRIMERIE DE BETHUNE ET PLOM, rue de Vaugirard, 24.	